



La Lettre
— de —
L'Expansion

BAROMÈTRE DES DIRIGEANTS

Avril 2013
Vague 1

CSA —
RESEARCH

FICHE TECHNIQUE

- Enquête exclusive *CSA / La Lettre de L'Expansion* réalisée par internet du 10 au 17 avril 2013.
- Echantillon de **141 répondants**, issus du panel d'abonnés à *La Lettre de L'Expansion*.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS (1/2)

LES PERSONNES INTERROGÉES DANS LE CADRE DE LA PREMIÈRE VAGUE DU « BAROMÈTRE DES DIRIGEANTS » INITIÉ PAR CSA ET LA LETTRE DE L'EXPANSION MANIFESTENT UN FORT SENTIMENT D'INQUIÉTUDE QUANT À LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA FRANCE, LEQUEL SE TRADUIT PAR UNE DÉFIANCE ÉLEVÉE VIS-À-VIS DU COUPLE EXÉCUTIF.

Un fort sentiment d'inquiétude quant à la situation économique et sociale de la France

A l'instar de l'ensemble des Français nettement pessimistes quant à l'avenir du pays, les Dirigeants interrogés par CSA et *La Lettre de L'Expansion* caractérisent majoritairement leur état d'esprit comme empreint d'inquiétude (54%, en hausse de 12 points par rapport à février dernier). Ils sont même près d'un sur cinq (18%) à se dire révoltés, tandis que 11% se déclarent fatalistes. Seuls 16% d'entre eux manifestent leur optimisme.

Ce sentiment d'inquiétude repose sur la perception très majoritaire d'une dégradation de la situation économique et sociale de la France au cours des trois derniers mois (84%, en hausse de 13 points). Pour les mois à venir, le pessimisme l'emporte lui aussi majoritairement : 61% estiment que la situation va plutôt se détériorer et 34% qu'elle va stagner. Seuls 4% anticipent une amélioration.

Une défiance élevée vis-à-vis du couple exécutif

Cette situation a pour conséquence une forte défiance à l'encontre du couple exécutif. La grande majorité des personnes interrogées ne font en effet confiance ni à François Hollande (80%) ni à Jean-Marc Ayrault (87%) pour affronter efficacement les problèmes qui se posent au pays, avec un indice de confiance qui atteint désormais respectivement -68 et -79. Cette défiance repose notamment sur un rythme des réformes jugé trop lent (88%) et sur le sentiment d'une mauvaise direction prise par l'action des pouvoirs publics dans le domaine économique (71%).

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS (2/2)

Ces jugements sévères ne signifient pas que les récentes mesures initiées ou soutenues par le gouvernement ne sont pas approuvées, au moins pour certaines d'entre elles. L'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier est ainsi majoritairement considéré comme un bon accord (75%). De même, la proposition d'introduire en France des actions de groupe ou « class action » de consommateurs est majoritairement approuvée (64%).

En revanche, le principe de nouvelles mesures pour renforcer la transparence de la vie politique concernant le patrimoine et le revenu des élus suscite des jugements très contrastés voire majoritairement négatifs: 41% des Dirigeants interrogés pensent qu'elles auront un impact positif sur le comportement des personnalités politiques, 56% exprimant un avis opposé.

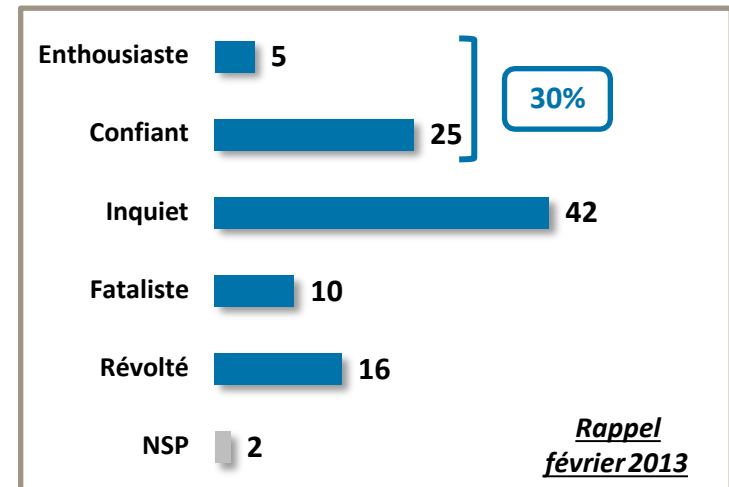
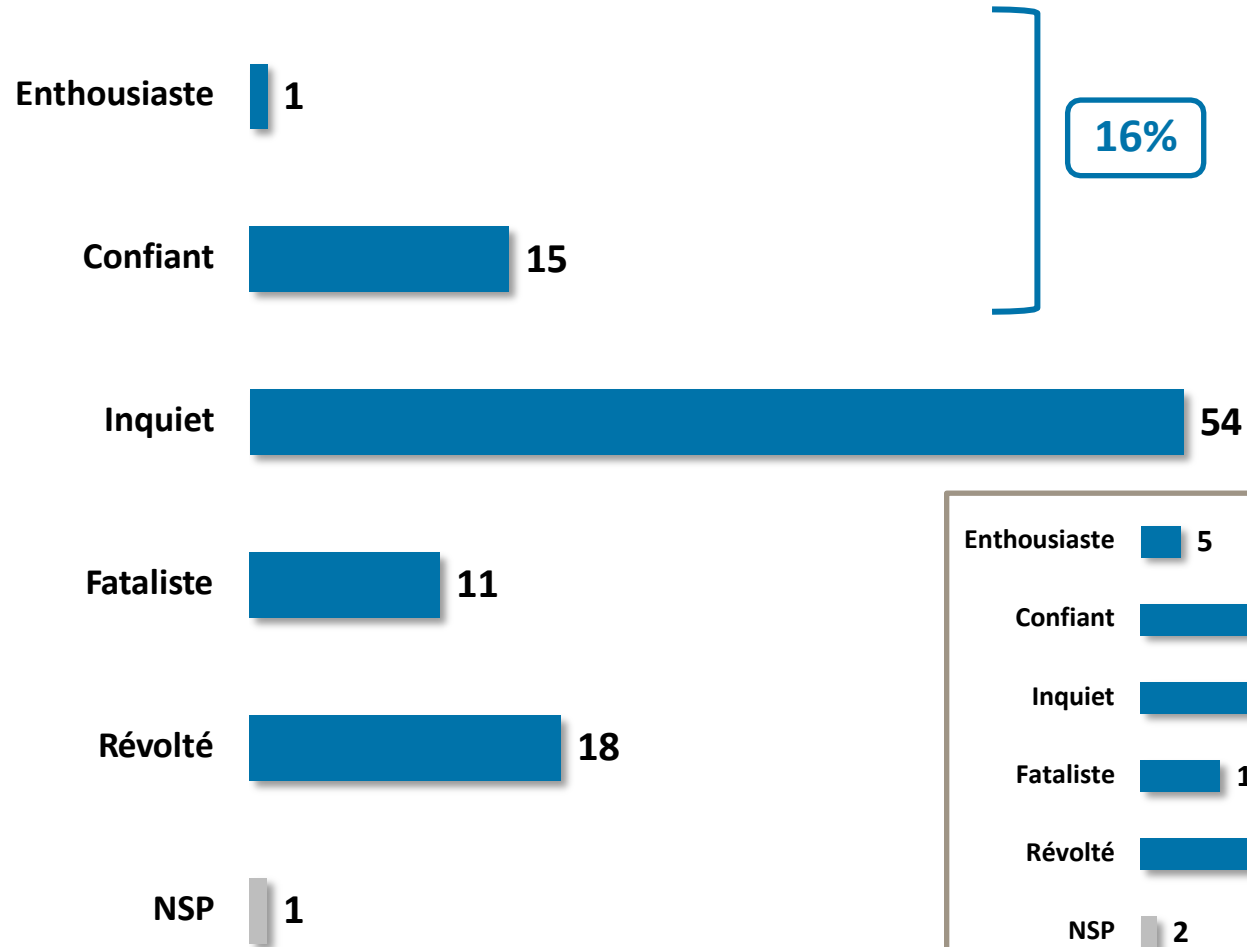
Les mesures de réduction des charges des entreprises privilégiées pour relancer l'activité

Enfin, pour relancer l'activité et la compétitivité des entreprises, les répondants privilégient, parmi les mesures proposées, l'allègement du coût du travail (72%), la simplification de l'environnement administratif et juridique des entreprises (66%) et l'allègement de la fiscalité, hors cotisations sociales (45%). Outre la réduction des charges, le soutien à la R&D et l'innovation est également considéré comme prioritaire (45%). Seuls 6% des Dirigeants mentionnent le soutien aux secteurs en difficulté.

RÉSULTATS DU SONDAGE

UN ÉTAT D'ESPRIT GÉNÉRAL DES DIRIGEANTS MARQUÉ PAR UNE NETTE DÉGRADATION DE LA CONFIANCE

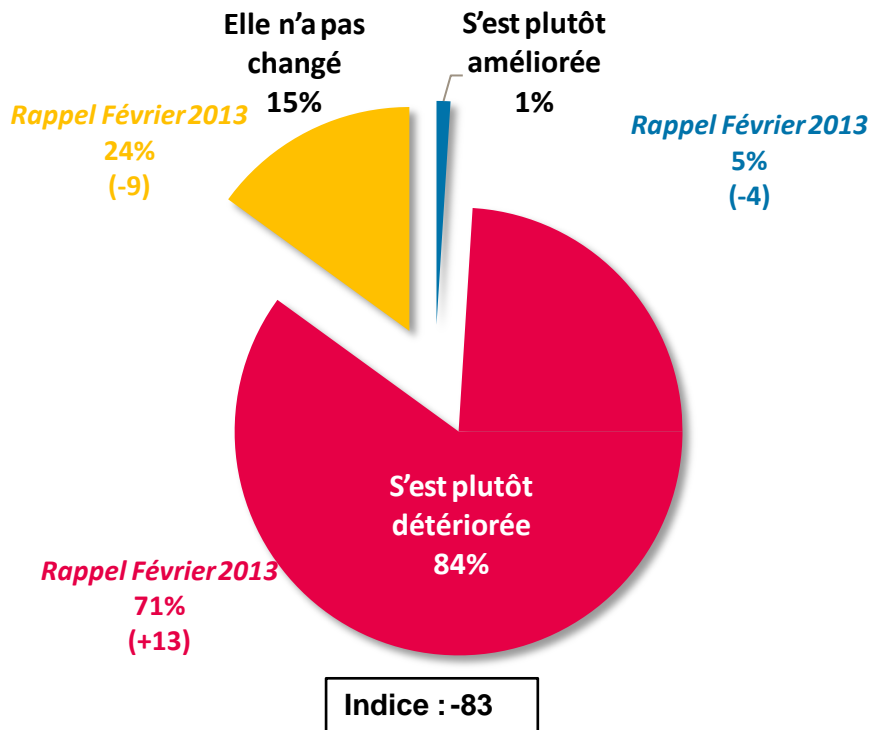
QUESTION – Aujourd'hui, comment qualifieriez-vous votre état d'esprit ? Vous êtes... ?



LE SENTIMENT DE PLUS EN PLUS PRONONCÉ D'UNE DÉTÉRIORATION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE LA FRANCE

QUESTION – Diriez-vous qu'au cours des trois derniers mois la situation économique et sociale de la France s'est plutôt améliorée, plutôt détériorée ou elle n'a pas changé ?

Regard sur les 3 derniers mois

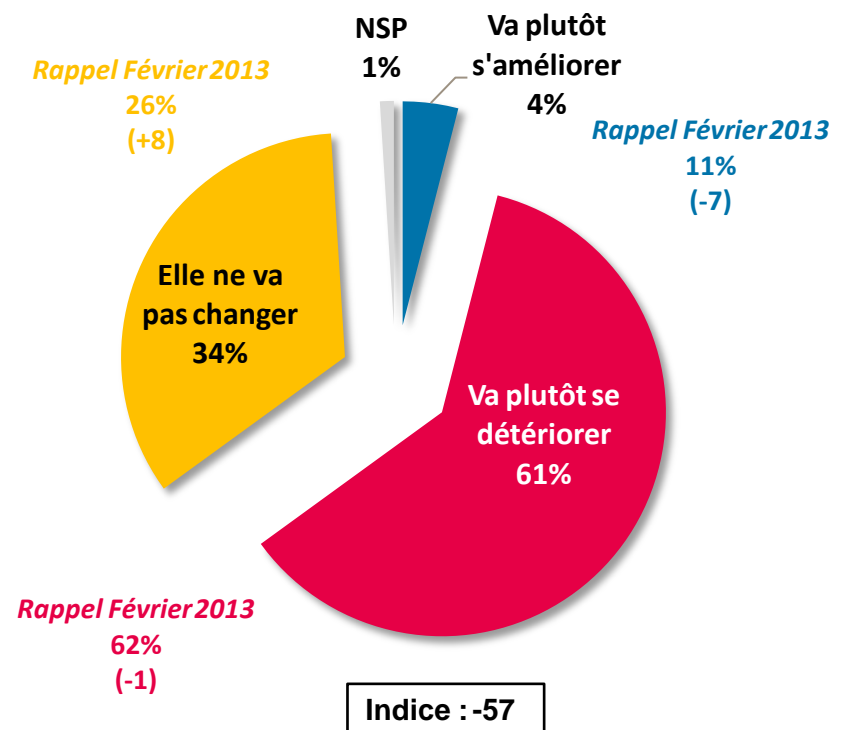


Rappel février 2013: -66

Baromètre des Dirigeants – vague 1

QUESTION – Et au cours des trois prochains mois, pensez-vous que la situation économique et sociale de la France va plutôt s'améliorer, plutôt se détériorer ou elle ne va pas changer ?

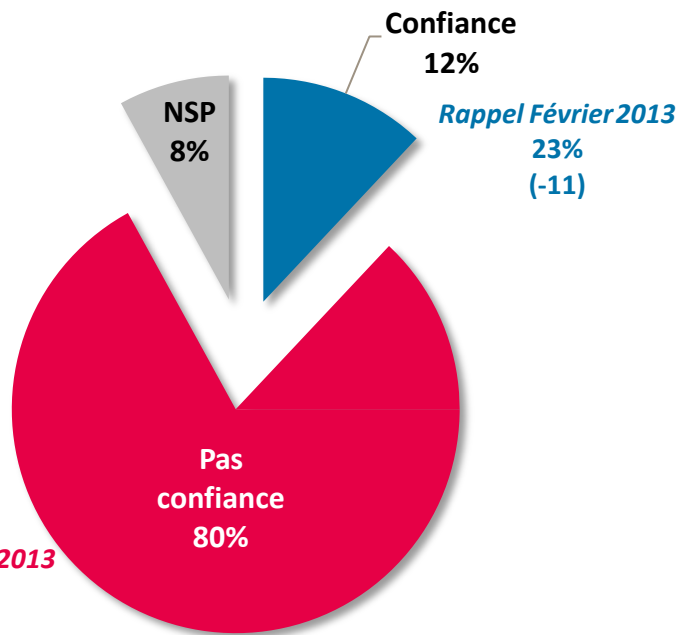
Anticipation pour les 3 prochains mois



Rappel février 2013: -51

UNE HAUSSE SENSIBLE DE LA DÉFIANCE À L'ENCONTRE DU COUPLE EXÉCUTIF

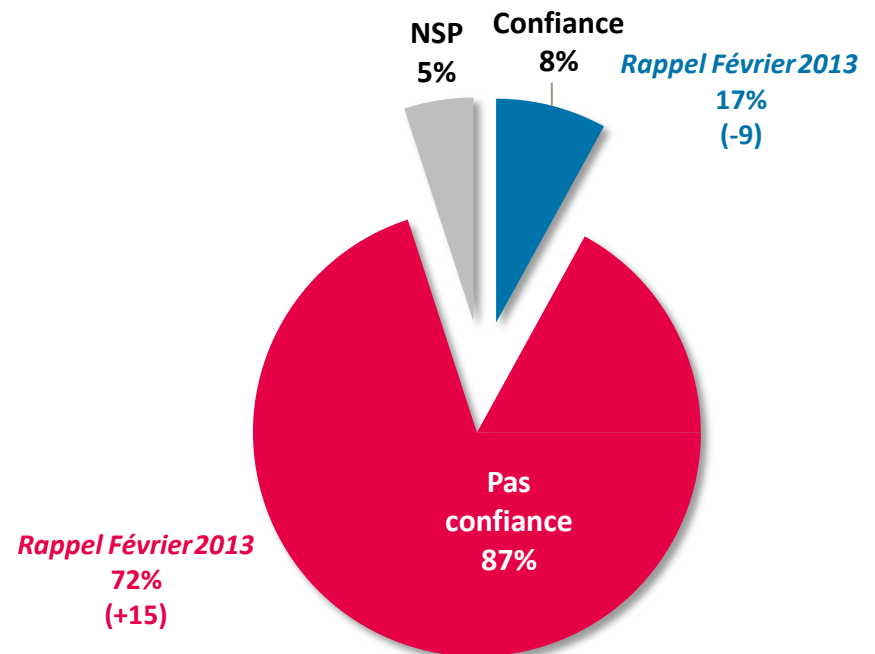
QUESTION – Faites-vous confiance ou pas confiance au Président de la république, François Hollande, pour affronter efficacement les principaux problèmes qui se posent au pays ?



Indice de confiance : -68

Rappel février 2013: -45

QUESTION – Faites-vous confiance ou pas confiance au Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, pour affronter efficacement les principaux problèmes qui se posent au pays ?

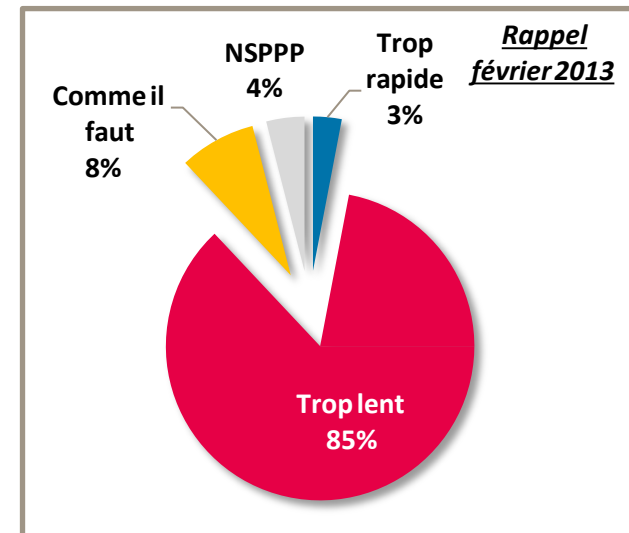
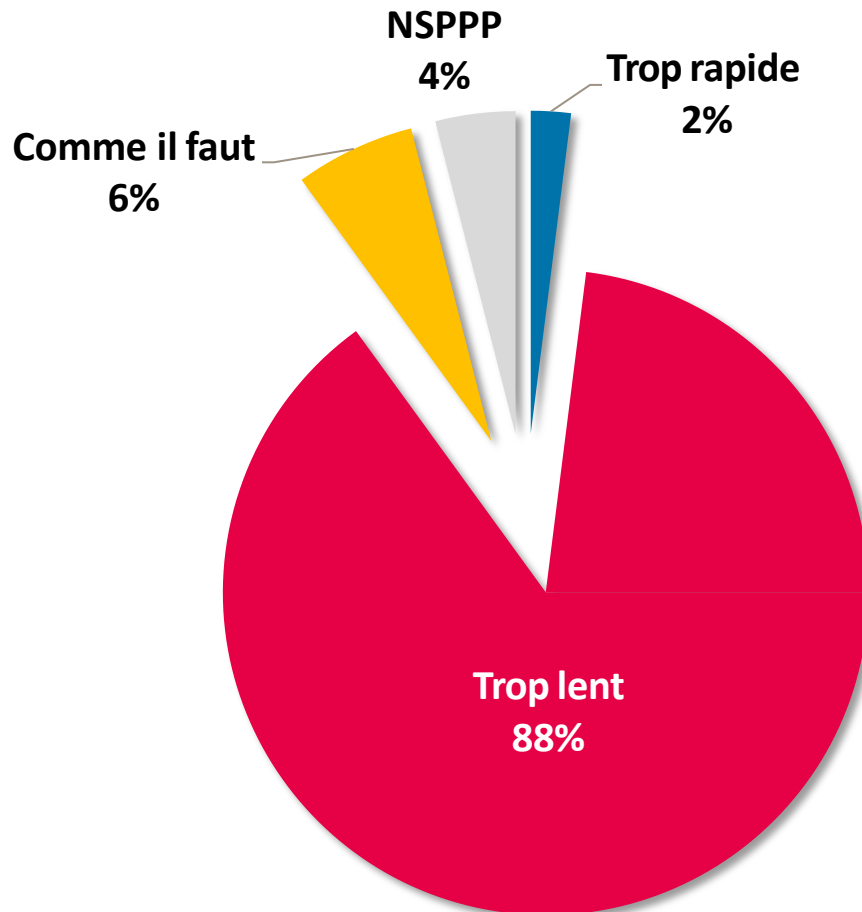


Indice de confiance : -79

Rappel février 2013: -55

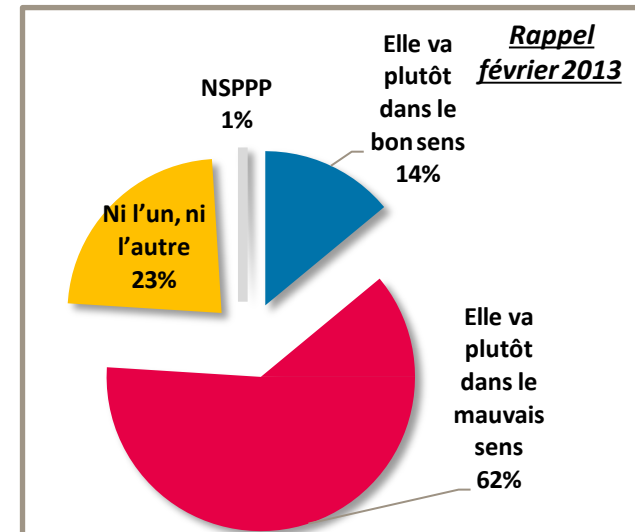
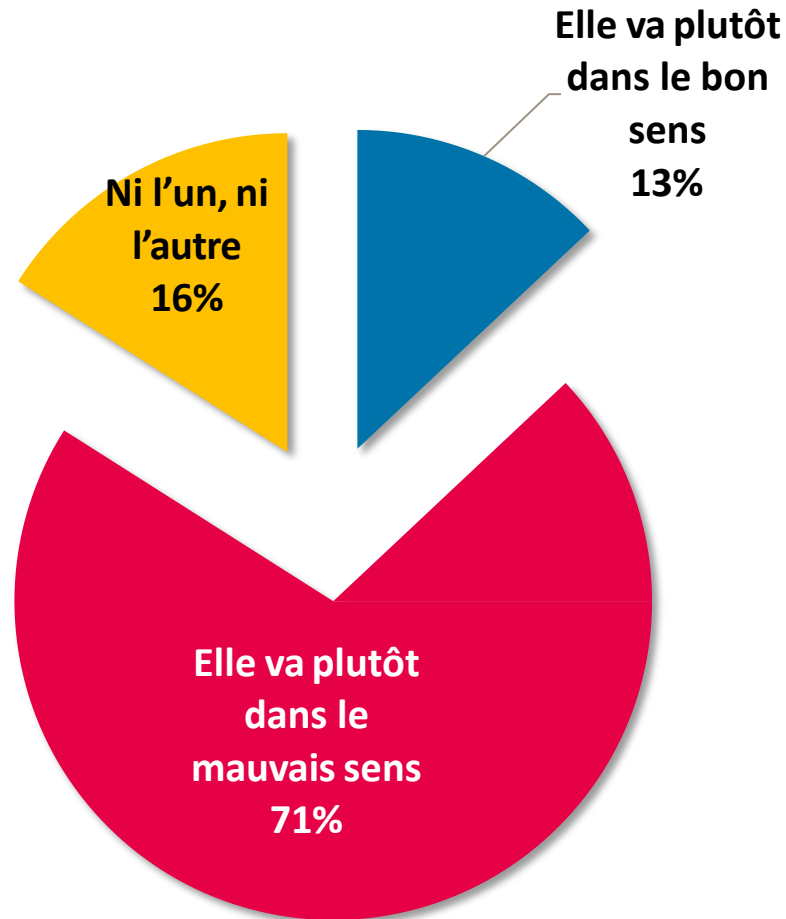
POUR PRÈS DE NEUF DIRIGEANTS SUR DIX, LE RYTHME DES RÉFORMES EST JUGÉ TROP LENT

QUESTION – Selon vous, le rythme des réformes aujourd’hui en France est-il... ?



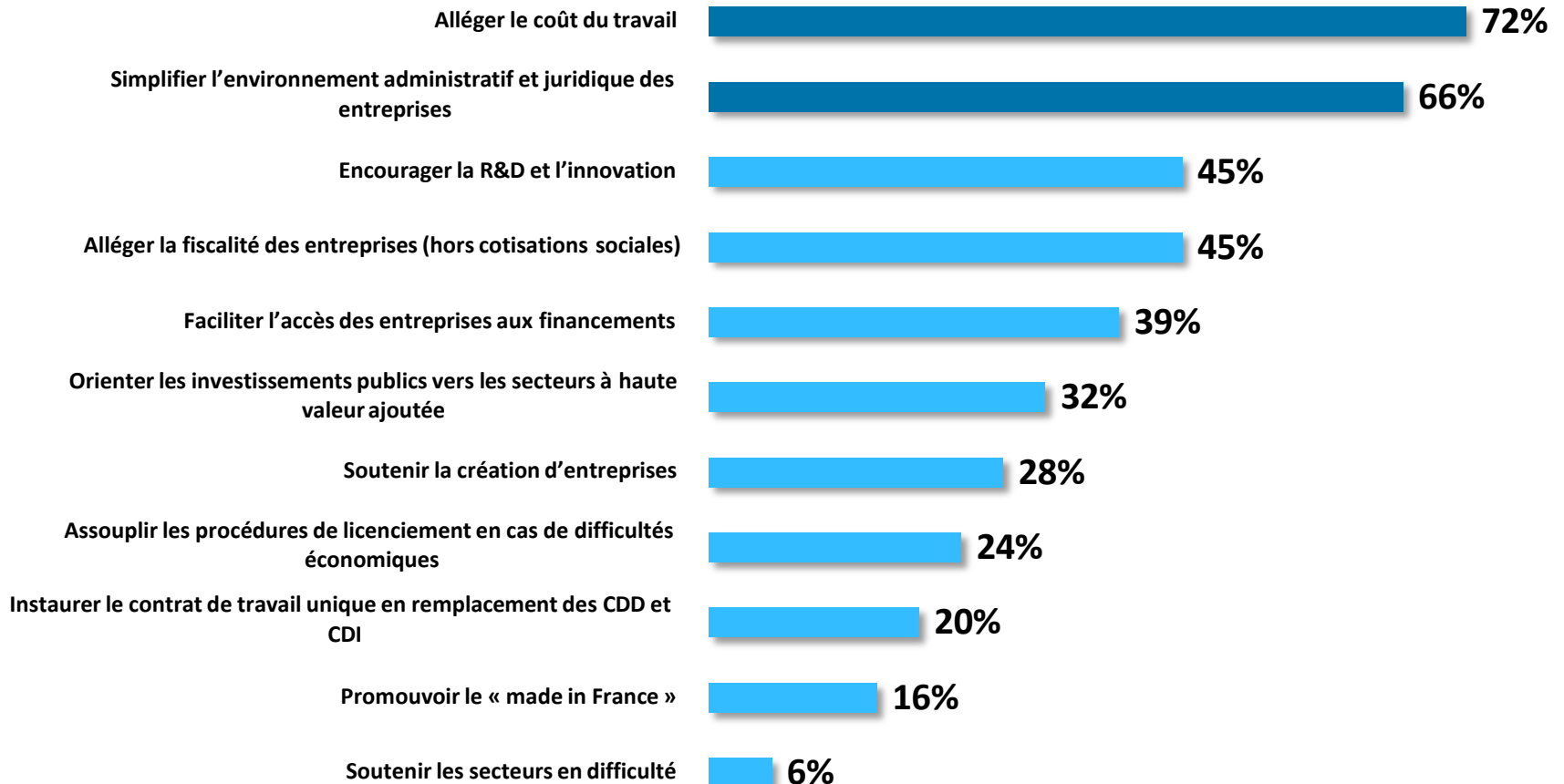
L'ORIENTATION DE L'ACTION DES POUVOIRS PUBLICS SUSCITE UN NIVEAU DE CRITIQUE ÉLEVÉ ET EN HAUSSE

QUESTION – Et que diriez-vous de l'action des pouvoirs publics (Etats, collectivités locales) dans le domaine économique, aujourd'hui en France ?



PRIORITÉ DONNÉE À LA RÉDUCTION DES CHARGES ET À LA SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE POUR RELANCER L'ACTIVITÉ

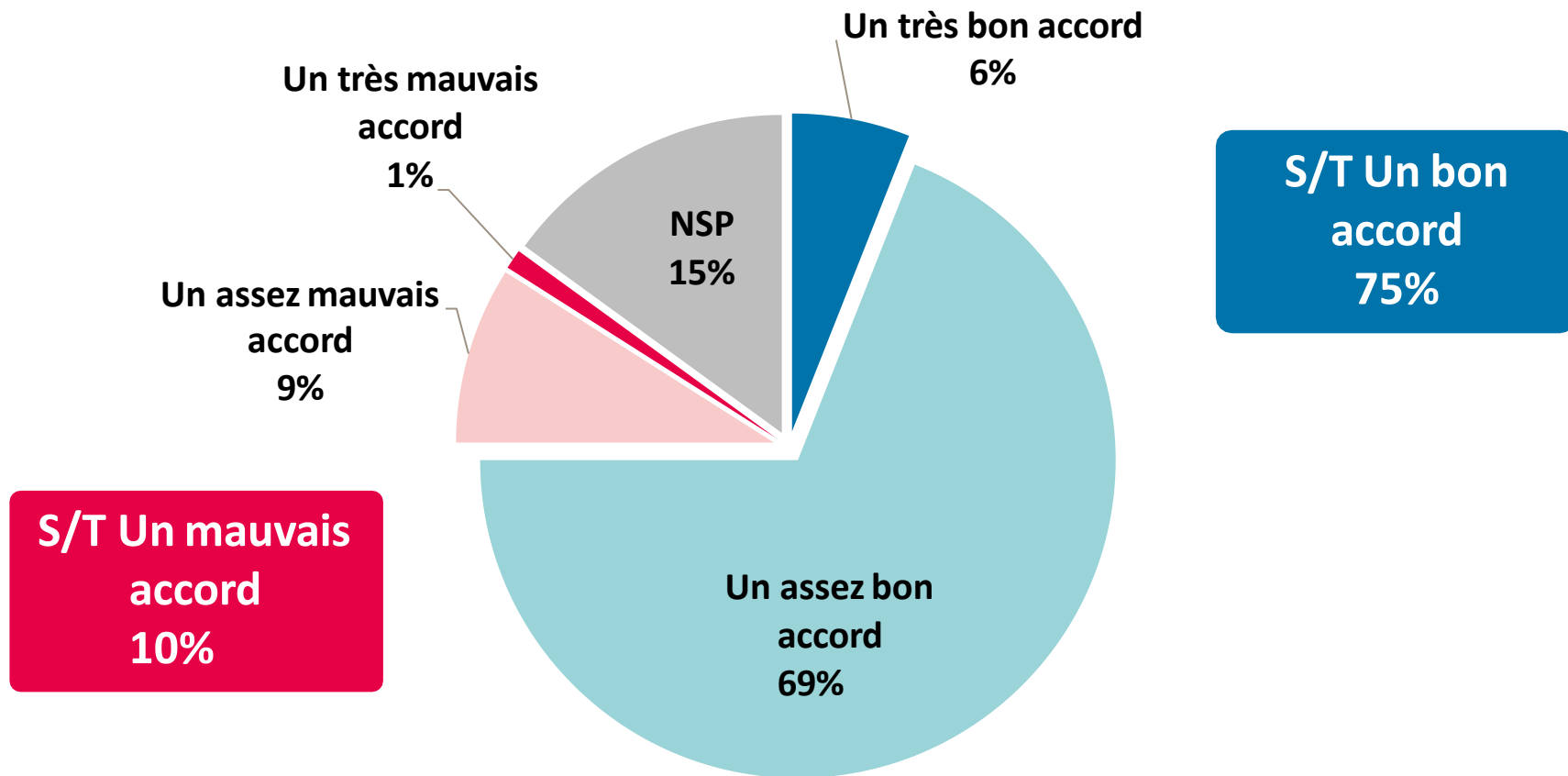
QUESTION – Parmi les mesures suivantes, quelles sont celles qui vous semblent prioritaires pour relancer l'activité et la compétitivité des entreprises en France ?



(1) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses.

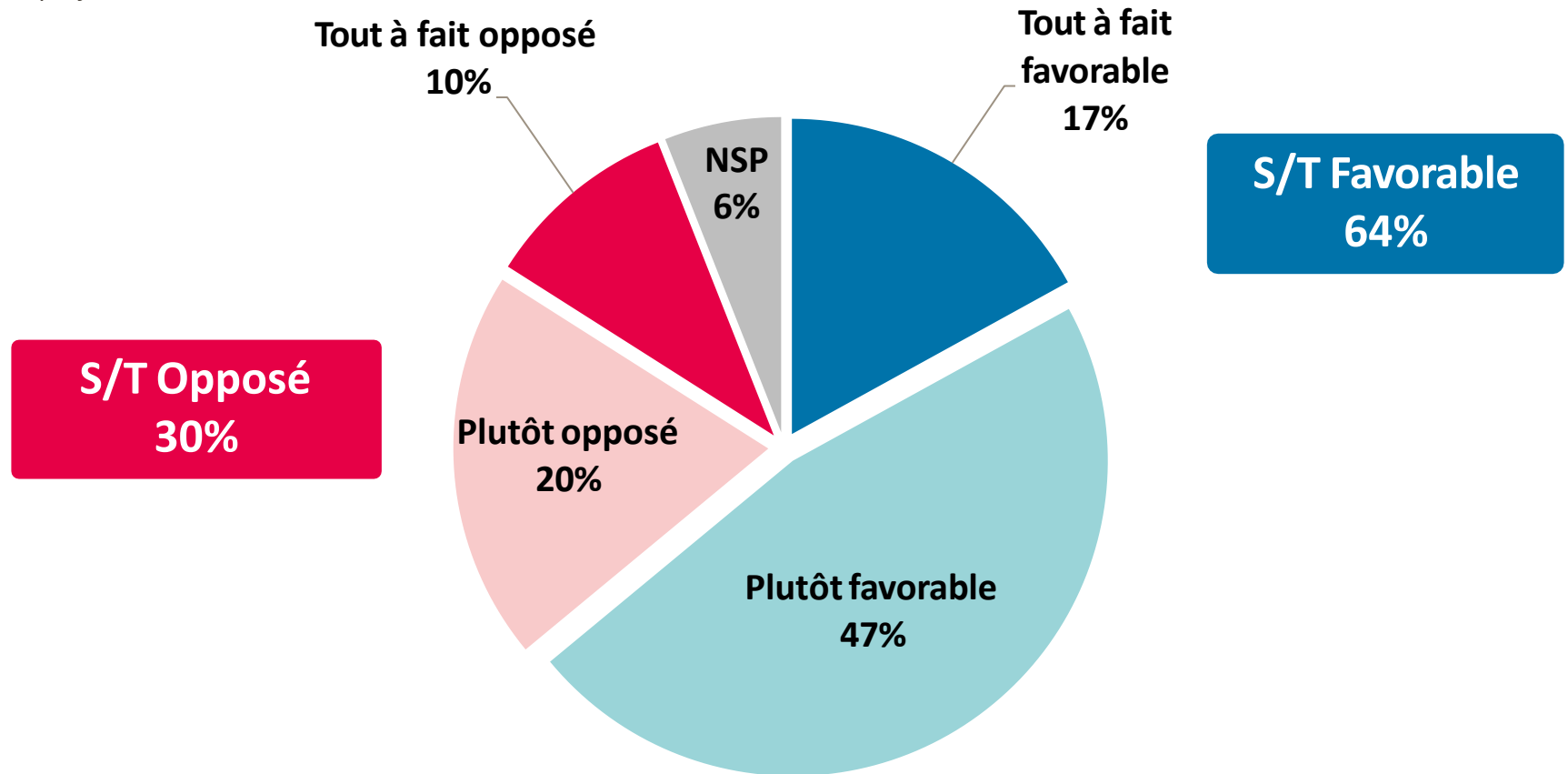
L'ACCORD NATIONAL INTERPROFESSIONNEL EST CONSIDÉRÉ COMME UN BON ACCORD PAR LES TROIS QUARTS DES DIRIGEANTS

QUESTION – Globalement, diriez-vous que l'Accord National Interprofessionnel du 11 janvier entre partenaires sociaux est plutôt... ?



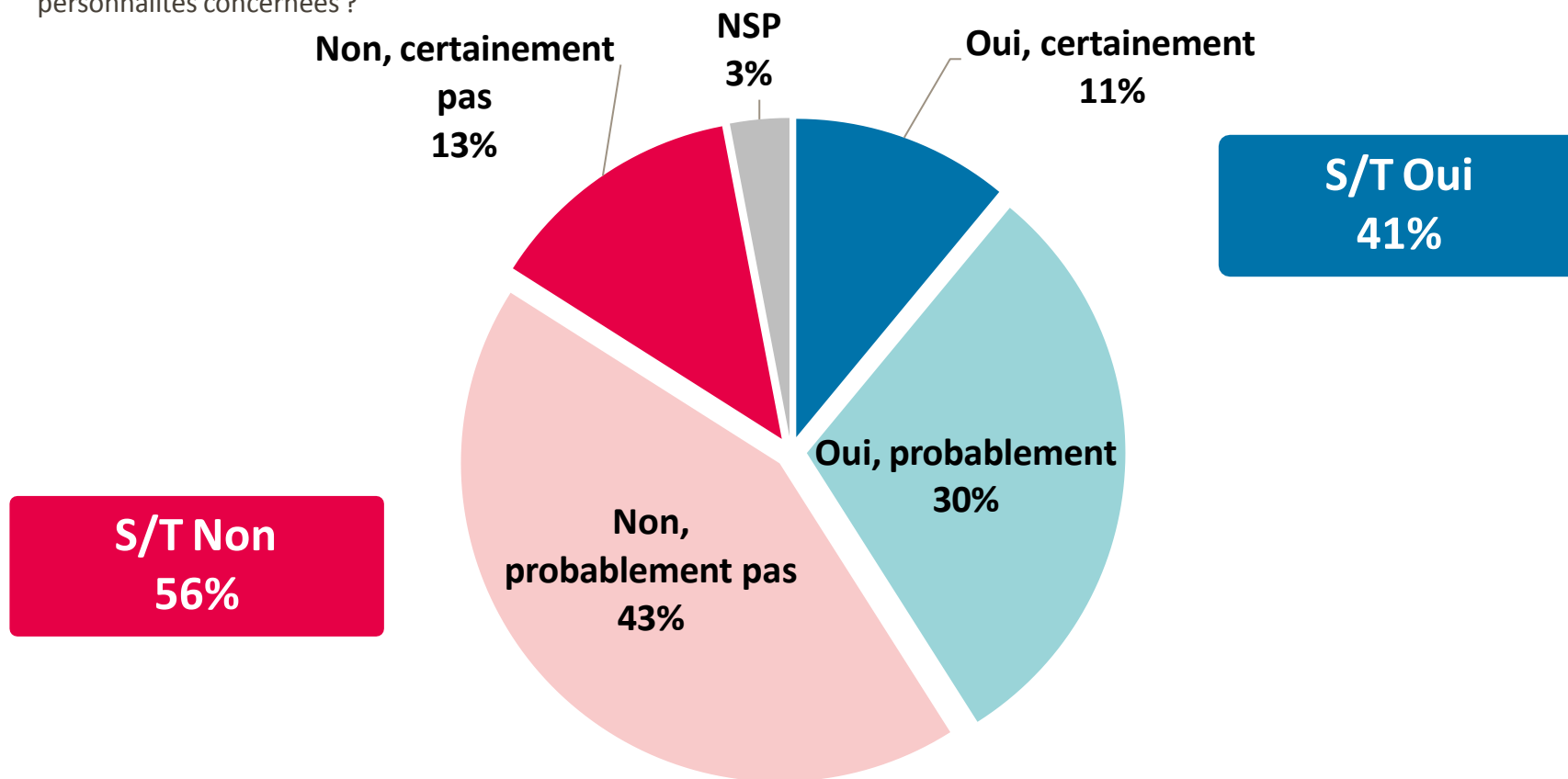
LA PROPOSITION D'INTRODUIRE DES « CLASS ACTION » EST MAJORITAIREMENT APPROUVÉE

QUESTION – Etes-vous favorable ou opposé à l'introduction dans le droit Français des "class action" ou actions de groupe permettant aux consommateurs de se regrouper et d'engager collectivement une action en justice pour obtenir réparation d'un préjudice ?



DES DIRIGEANTS SCEPTIQUES À PROPOS DES NOUVELLES MESURES POUR LA MORALISATION DE LA VIE POLITIQUE

QUESTION – Selon vous, de nouvelles mesures pour la moralisation de la vie politique, avec notamment davantage de transparence concernant le patrimoine et les revenus des élus, auraient-elles un impact positif sur les comportements des personnalités concernées ?



CONTACTS – Pôle Opinion Corporate

Laurence BEDEAU, Directrice de Pôle – laurence.bedeau@csa.eu

Yves-Marie CANN, Directeur adjoint de Pôle – yves-marie.cann@csa.eu

Marek KUBISTA, Chargé d'études – marek.kubista@csa.eu

en savoir plus : www.csa.eu - @InstitutCSA

10, rue Godefroy - 92800 Puteaux

Tel . : 01.57.00.58.00 - Fax : 01.57.00.58.01



La Lettre
— de —
L'Expansion